

Gaëtan Breton et Jean-François Blain, *Les mauvais coûts d'Hydro-Québec*, Montréal, Nota bene, 1999, 183 p.

Yves Bélanger

Number 34, 2000

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1002435ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1002435ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

ISSN

0831-1048 (print)

1923-5771 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Bélanger, Y. (2000). Review of [Gaëtan Breton et Jean-François Blain, *Les mauvais coûts d'Hydro-Québec*, Montréal, Nota bene, 1999, 183 p.] *Cahiers de recherche sociologique*, (34), 183–184. <https://doi.org/10.7202/1002435ar>

Gaëtan Breton et Jean-François Blain, *Les mauvais coûts d'Hydro-Québec*, Montréal, Nota bene, 1999, 183 p.

Depuis peu, on baisse moins facilement les bras devant les quatre commandements du nouveau catéchisme économique — mondialisation, déréglementation, rationalisation et privatisation. Différentes offensives s'organisent sur le terrain de l'emploi et des conditions sociales pendant qu'émerge un contre-discours. Il ne suffit plus d'évoquer le «tout pouvoir» et le «tout savoir» des milieux d'affaires pour gagner le combat médiatique qui justifiera une délocalisation d'usine ou une mise à pied. D'autres acteurs issus de divers milieux (syndicats, organismes non gouvernementaux, etc.) peuvent influencer l'opinion publique et modifier le cours de dossiers, à la condition de présenter une information documentée, rigoureuse et efficace.

C'est à un de ces exercices de reconstruction de l'information que nous convient Gaëtan Breton et Jean-François Blain dans *Les mauvais coûts d'Hydro-Québec*. Le livre présente essentiellement une critique de la politique gouvernementale québécoise en matière d'énergie et de son application par Hydro-Québec. Les auteurs cherchent à montrer que le gouvernement québécois, en optant pour l'ouverture des marchés et la déréglementation, a modifié la vocation de la société d'État. Ce détournement de mission aurait été accompli grâce à des stratagèmes peu démocratiques.

Leur argumentation de fond est connue: Hydro-Québec vend l'énergie qu'elle exporte à un coût trop bas pour permettre d'en tirer un véritable bénéfice, ce qui fait porter le fardeau de l'opération sur les particuliers, tout en mettant en péril les réserves d'eau indispensables pour garantir les approvisionnements énergétiques à long terme. À terme, la mauvaise gestion de la ressource entraînerait des hausses de tarifs plaçant la population québécoise, devenue otage de l'hydroélectricité, devant l'éventualité d'avoir à les supporter. Par ailleurs, ajoutent les auteurs, la logique découlant de la volonté de faire en sorte que le marché québécois soit perçu comme un marché de concurrence mène droit à une privatisation déguisée des actifs d'Hydro-Québec. L'émergence de petits producteurs privés ne constituerait en cela que la première manifestation d'un phénomène appelé à prendre de l'importance.

Ce livre a plusieurs mérites. Il jette un peu de lumière sur diverses dimensions d'une gestion d'une ressource collective qui n'est pas sans reproches. Depuis qu'elle agit en société commerciale, Hydro-Québec a beaucoup fait pour cacher des données auxquelles les actionnaires, c'est-à-dire l'ensemble des Québécois, devraient avoir accès. Gaëtan Breton et Jean-François Blain parviennent à lever le voile sur différents

aspects qui soulèvent des questions légitimes. En outre, les auteurs ont su articuler leur étude de manière à diriger l'attention du lecteur vers l'essentiel. Dans ce dossier que certains veulent opaque, leur livre doit être reçu comme un apport majeur au débat public.

Malheureusement, trop souvent, l'argumentation repose sur une présomption d'irresponsabilité de la part des gestionnaires d'Hydro-Québec qui finit par agacer. Pourquoi, forcément, ceux-ci ne sauraient-ils pas ce qu'ils font et pourquoi ils le font? N'ont-ils pas, eux, accès à une information qui devrait leur permettre de juger de l'à-propos de leurs actes? Faudrait-il alors présumer qu'il existe un programme caché qui imposerait une ligne de conduite aux administrateurs de la société d'État? Le livre expose plusieurs éléments qui sont susceptibles d'être mis à contribution dans la formulation d'une réponse à cette dernière question. Mais il manque des pièces au puzzle. L'absence d'une vue d'ensemble sur le dossier de l'énergie fait en sorte qu'il est difficile de situer les enjeux particuliers à l'hydroélectricité. En cette époque où il faut, par exemple, combattre les gaz à effet de serre et contenir les dépenses gouvernementales, l'apport d'une analyse plus étoffée sur l'exploitation du charbon, du gaz naturel, de l'énergie nucléaire et des énergies «nouvelles» serait précieux.

En attendant cette analyse, j'espère vivement que les employés d'Hydro-Québec recevront ce livre avec modestie et qu'ils accepteront de s'engager ouvertement dans un débat public de plus en plus nécessaire. Le point de vue de Gaëtan Breton et de Jean-François Blain est documenté et rigoureux. Il va convaincre. Hydro-Québec doit maintenant démontrer qu'ils sont dans l'erreur.

Yves BÉLANGER
Département de science politique
Université du Québec à Montréal

Jacques Pelletier, *La gauche a-t-elle un avenir?*, Montréal, Nota bene, 2000, 235 p.

Dans cet essai, Jacques Pelletier, professeur de littérature à l'Université du Québec à Montréal, occupe une fois de plus le terrain du